ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Fonction publique, le 13 février 1989, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "fixant les enveloppes de recrutement pour 1989", a donné le 16 février 1989 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 13 februari 1989 door de Minister van Openbaar Ambt verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de wervingsenveloppen voor 1989", heeft op 16 februari 1989 het volgend advies gegeven :

Dans le bref délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat doit se limiter à formuler les observations suivantes.

EXAMEN DU TEXTE.

Intitulé.

Pour que l'intitulé soit en rapport avec la portée du projet, il est proposé d'écrire :

"Arrêté royal relatif au recrutement dans certains services publics pour l'année 1989".

Préambule.

L'alinéa 2 est superflu et doit être omis.

Dans le texte de l'alinéa 3, la date de l'accord du Ministre du budget doit être précisée.

Dispositif.

Article 1er.

Il appartient au Gouvernement d'apprécier si certains établissements scientifiques et si certains organismes d'intérêt public comme, par exemple, le Centre hos-

pitalier universitaire de Liège, l'"Universitaire Ziekenhuis Gent", le Fonds de construction d'institutions hospitalières et médico-sociales ne relèvent pas, depuis l'entrée en vigueur de la loi du 8 août 1988 modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, selon le cas, des Communautés ou des Régions, de telle façon que ces établissements et organismes ne pourraient plus être soumis à l'application de l'arrêté en projet et ne devraient donc ni être soumis à cette application, ni en être exclus.

+

Pour se conformer aux usages et faciliter les références ultérieures, il se recommande de remplacer les tirets par a), b), c) ... i) et les astérisques par des tirets.

Le texte, tel qu'il est libellé, est d'une lecture difficile dans la mesure où il prévoit de nombreuses exceptions à des exceptions.

Le texte suivant est proposé :

"Article 1er.-

Le présent arrêté est applicable :

1° ...

.../...

2° aux organismes d'intérêt public ci-après de la catégorie A, visés à l'article 1er de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public :

a) l'Office de renseignements et d'aide aux familles des militaires;

b) ...

c) ...

d) ...

e) ...

3° aux organismes d'intérêt public des catégories B et D visés à l'article 1er de ladite loi, lorsqu'ils sont soumis à l'autorité, au contrôle ou à la tutelle de l'Etat, à l'exception :

a) du Théâtre royal de la Monnaie;

b) ...

c) ...

d) ...

e) ...".

Article 2.

1. Il va de soi que la disposition de l'alinéa 1er s'applique "sans préjudice des dispositions de l'alinéa 2". Ces mots doivent, dès lors, être omis.

Par ailleurs, il n'est pas d'usage, lorsque l'on réglemente par référence, de rappeler, dans le dispositif, des modifications apportées au texte auquel on se réfère.

La remarque vaut également pour l'article 4, alinéa 1er.

2. Il y a lieu de définir, à l'alinéa 1er, la notion de "traitement minimum annuel moyen pondéré", à l'alinéa 2 du même article, la notion de "services continus" et, à l'alinéa 3, 2°, la notion de "cellule de modernisation".

Ces notions sont nécessaires à l'application correcte de l'arrêté en projet et devraient être définies dans un alinéa distinct de l'article en projet.

3. La formulation de l'article 2 en projet n'est pas, dans son ensemble, exemplaire; notamment les alinéas 1er et 2 définissent l'enveloppe de recrutement, alors que les alinéas 3 et 4 prévoient une exception à la règle prévue dans l'alinéa 1er de l'article 2.

Il est souhaitable de scinder, dès lors, l'article 2 en deux articles distincts, dont le texte serait le suivant :

.../...

"Article 2.-

Pour l'année 1989, l'enveloppe de recrutement mentionnée à l'article 1er, § 2, de l'arrêté royal du 16 juillet 1982 relatif au recrutement dans certains services publics est égale, pour l'ensemble des administrations de chaque ministère, pour chaque autre service d'un ministère, pour chaque établissement scientifique dépendant d'un ministère, ainsi que pour chaque organisme d'intérêt public, au traitement minimum annuel moyen pondéré multiplié par 1,75 de l'effectif.

L'effectif à prendre en considération est celui des agents statutaires, aussi bien stagiaires que définitifs, en position d'activité de service au 30 juin 1988, à l'exclusion de ceux devant être transférés aux Communautés et aux Régions et de ceux qui sont affectés dans des services continus reconnus.

Ces services continus reconnus sont : ...(1).

Le traitement minimum annuel moyen pondéré est obtenu ....

Article 3.-

En 1989, l'autorité compétente est autorisée à recruter au-delà de l'enveloppe de recrutement en vue du remplacement :

.../...

---

(1) La définition de ces services devrait préciser, d'une part, leur nature et, d'autre part, leur reconnaissance par le C.M.C.E.S.

1°) d'agents définitifs qui ont cessé leurs fonctions en 1989 dans les services continus reconnus;

2°) des agents définitifs désignés pour faire partie de la cellule de modernisation, à concurrence de :

- ...

- ...

- ...

- ...

- ...

- ...

L'effectif qui doit être pris en considération pour fixer le nombre d'agents qui peuvent être recrutés sur la base de l'alinéa 1er, 2°, est l'effectif total en activité au 30 juin 1988 sous déduction des agents qui doivent être transférés aux Communautés et aux Régions.

La cellule de modernisation visée à l'alinéa 1er, 2°, est ... (définition à donner)".

Article 3 (devenant l'article 4).

L'article 3 en projet, en son alinéa 1er, est rédigé comme suit :

.../...

"Tout recrutement d'agents définitifs décidé en 1989 sur base de l'article 2, alinéa 1er, est imputé sur le montant de l'enveloppe de recrutement pour le traitement annuel minimum de ces agents à l'indice-pivot en vigueur au 1er janvier 1989".

En réalité, le statut des agents de l'Etat, qui est également applicable en vertu de l'arrêté royal du 8 janvier 1973 à un certain nombre d'organismes d'intérêt public, ne permet pas de recruter directement des agents statutaires à titre définitif. Les agents doivent d'abord accomplir un stage.

Il y a donc lieu, dans l'article en projet, de viser également les agents stagiaires.

Toutefois, il ne faut pas perdre de vue que le statut des agents de l'Etat n'est pas applicable au personnel des établissements scientifiques de l'Etat et au personnel de divers organismes d'intérêt public auxquels l'arrêté en projet doit s'appliquer.

Le texte de l'alinéa 1er doit, dès lors, être aménagé de façon à répondre à chacune des situations envisagées dans cet alinéa.

Pour tenir compte des observations qui précèdent, le texte suivant est proposé pour l'alinéa 1er :

"Article 4.-

Le recrutement de chaque agent statutaire, définitif ou stagiaire, décidé en 1989 sur la base de l'arti-

cle 2, est imputé sur le montant de l'enveloppe de recrutement à concurrence du traitement annuel minimum afférent à l'emploi dans lequel l'agent est recruté, affecté de l'indice-pivot en vigueur au 1er janvier 1989".

L'alinéa 2 du même article serait mieux rédigé comme suit :

"Le traitement annuel minimum ne peut jamais être calculé sur une base inférieure à la rémunération mensuelle garantie visée à l'article 2 de l'arrêté royal n° 180 du 30 décembre 1982 portant certaines mesures en matière de modération des rémunérations".

Article 4 (devenant l'article 5).

Alinéa 1er.

La première phrase n'est que la reproduction d'une exigence imposée par l'article 1er, § 2, alinéa 5, de l'arrêté royal n° 56 du 16 juillet 1982. Ce procédé est à déconseiller.

Mieux vaut écrire :

"L'avis imposé par l'article 1er, § 2, alinéa 5, de l'arrêté royal n° 56 du 16 juillet 1982 relatif au recrutement dans certains services publics doit constater de manière expresse le respect des dispositions du présent arrêté".

Alinéa 2.

Dans son avis L. 18.884/2, le Conseil d'Etat, section de législation, estimait que, dans la mesure où l'appréciation du secrétaire permanent au recrutement, prévue dans cet alinéa, serait de nature à avoir des répercussions sur la carrière des agents candidats à une telle désignation dans la cellule de modernisation, et pour autant que la disposition de l'alinéa 2 fût maintenue, il y avait lieu de recourir à la négociation imposée par l'article 3, 7°, de l'arrêté royal du 29 août 1985 déterminant les réglementations de base au sens de l'article 2, § 1er, 1°, de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités.

Dans sa lettre du 10 février 1989, le Ministre de la fonction publique exprime l'opinion qu'il peut être dérogé à l'obligation de négociation syndicale préalable. Il s'en explique comme suit :

> "Quant à la nécessité de recourir à la négociation syndicale imposée par l'article 3, 7°, de l'arrêté royal du 29 août 1985 déterminant les réglementations de base au sens de l'article 2, § 1er, 1°, de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, je me permets de vous faire remarquer, qu'à mon sens, le projet soumis ne créant pas de droit statutaire ou barémique, il peut être dérogé à cette obligation.
>
> En effet, les agents sélectionnés par le S.P.R. seront simplement reconnus aptes à exercer une mission sans que naisse pour eux un droit ou un avantage quelconque.

De plus, la mission qui leur serait confiée s'inscrit dans le cadre normal de leur activité sans qu'ils ne soient détachés de celle-ci".

Il convient de rappeler qu'en vertu de l'article 2, § 1er, 1°, a) de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, le Roi ne peut, sans une négociation préalable avec les organisations syndicales représentatives, adopter les réglementations de base ayant trait au statut administratif.

L'article 3, 7°, de l'arrêté royal du 29 août 1985 déterminant les réglementations de base au sens de l'article 2, § 1er, 1°, de la loi du 19 décembre 1974 précitée, dispose que :

"Sont considérées comme réglementations de base ayant trait au statut administratif, les règles fixant :

...

7° le régime de signalement, d'appréciation ou tout autre rapport équivalent;".

Les termes utilisés dans la disposition précitée semblent bien indiquer que son champ d'application doit être compris largement. Cette interprétation est confirmée par un passage du rapport au Roi dans lequel on lit :

"7. L'article 3, 7°, a trait au régime de signalement et aux institutions analogues.

Les termes "signalement, appréciation ou autre rapport équipollent" ont été proposés par le Conseil d'Etat dans son avis sur le projet qui est devenu l'arrêté royal du 28 septembre 1984 (voir articles 77 et 87 de cet arrêté) : la formulation proposée par le Haut Collège était précisément proposée afin de répondre au champ d'application étendu de cet arrêté".

Il est donc permis de déduire de ce qui précède que l'avis que le secrétaire permanent au recrutement serait appelé à donner, sur tout agent désigné pour faire partie de la cellule de modernisation suivant l'alinéa 2 de l'article en projet, entre dans la notion large de tout rapport concernant un agent ou fonctionnaire. C'est d'autant plus vrai que, suivant les explications du délégué du ministre, l'avis donné par le secrétaire permanent au recrutement le serait sur la base d'une appréciation faite par un jury (1).

De plus, l'avis restera au dossier de l'agent et pourra faire l'objet d'une mention sur la fiche individuelle en vertu de l'article 2 de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat et pourra donc influencer son signalement.

En outre, il pourra servir d'élément d'appréciation au conseil de direction chargé de départager les candidats à une promotion en fonction de leurs mérites respectifs et à l'autorité investie du pouvoir de nomination ensuite.

Sans qu'il soit besoin de rencontrer les autres arguments développés par le Ministre, les considérations qui précèdent suffisent à conforter le Conseil d'Etat, section de législation, dans son opinion suivant laquelle une négociation ou, à tout le moins, une concertation syndicale est requise pour l'alinéa 2 en projet, si celui-ci devait être maintenu.

.../...

---

(1) L'intervention de ce jury n'est pas prévue par le texte. Il y aurait lieu de la prévoir si elle devait limiter le pouvoir d'avis du S.P.R.

Indépendamment de l'observation, qui précède, le texte de l'alinéa 2 en projet appelle les remarques suivantes :

- L'article en projet utilise la notion de "remplacement numérique". Une telle notion est loin d'être claire. Il conviendrait qu'elle fût définie dans un alinéa distinct.

- De plus, l'alinéa 2 devrait faire mieux apparaître que le remplacement d'un agent ne doit pas nécessairement se faire en faveur du service que cet agent quitte.

- Plus généralement, cet alinéa ne fait pas davantage apparaître que l'avis du secrétaire permanent au recrutement :

  1° porte sur la compétence de l'agent destiné à être désigné dans la cellule de modernisation et à être remplacé en dehors de l'enveloppe de recrutement;

  2° doit être antérieur à l'avis de l'inspecteur des finances, du délégué du Ministre des finances ou du commissaire du Gouvernement désigné sur proposition de ce Ministre, selon le cas.

Pour tenir compte de ces observations, l'alinéa 2 en projet doit être revu.

.../...

Article 5 (devenant l'article 6).

Dans cet article, les auteurs du projet perdent de vue que différentes institutions auxquelles il s'appliquera ne recrutent pas leur personnel à l'intervention du secrétaire permanent au recrutement (1).

De plus, il conviendrait de remplacer les locutions "sous peine d'annulation" et "tombent en annulation" par des termes plus appropriés.

Pour rencontrer les observations qui précèdent, il est proposé de libeller comme suit l'article 6 :

"Article 6.-

Lorsqu'une demande de recrutement doit, pour l'année 1989, être adressée au secrétaire permanent au recrutement, elle n'est recevable que si elle est introduite au plus tard le 31 mars 1989 et si y sont joints les avis favorables requis en vertu de l'article 5, alinéa 1er, ainsi que les demandes relatives aux recrutements autorisés avant le 1er janvier 1989, mais non encore réalisés à cette date.

Les demandes visées à l'alinéa 1er cessent d'être valables si elles ne sont suivies, avant le 31 décembre 1990, du recrutement et de l'affectation des agents".

.../...

---

(1) Les établissements scientifiques de l'Etat et l'Office belge du commerce extérieur, par exemple.

Article 6 (devenant l'article 7).

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 7.-

Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1989".

L'article 7 devient l'article 8.

De Raad van State moet zich, gelet op de korte termijn die hem is toegemeten, tot de volgende opmerkingen bepalen.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Opschrift.

Opdat het opschrift meer in verband zou staan met de strekking van het ontwerp, wordt voorgesteld het als volgt te redigeren :

"Koninklijk besluit betreffende de werving in sommige overheidsdiensten voor het jaar 1989".

Aanhef.

Het tweede lid moet als overbodig vervallen.

In de tekst van het derde lid moet de datum van het akkoord van de Minister van Begroting worden ingevuld.

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

De Regering behoort uit te maken of bepaalde wetenschappelijke inrichtingen en bepaalde instellingen van openbaar nut zoals, bij voorbeeld, het "Centre hospitalier

universitaire de Liège", het Universitair Ziekenhuis Gent, het Fonds voor de bouw van ziekenhuizen en medisch-sociale inrichtingen, sedert de inwerkingtreding van de wet van 8 augustus 1988 tot wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, naar gelang van het geval, niet onder de Gemeenschappen of de Gewesten ressorteren, zodat die inrichtingen en instellingen niet meer onder de toepassing van het ontworpen besluit zouden kunnen worden gebracht en dus niet eraan onderworpen noch er buiten gesloten zouden moeten worden.

+

In overeenstemming met het gebruik en om latere verwijzingen te vergemakkelijken, verdient het aanbeveling de streepjes door a), b), c), ... i) en de sterretjes door streepjes te vervangen.

De tekst laat zich, zoals hij geformuleerd is, maar moeilijk lezen doordat hij tal van uitzonderingen stelt op hetgeen zelf al uitzondering is.

De volgende lezing wordt in overweging gegeven :

"Artikel 1.-

Dit besluit is toepasselijk :

1° ...

.../...

2° op de hierna te noemen instellingen van openbaar nut van de categorie A, bedoeld in artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut :

a) het Hulp- en Informatiebureau voor Gezinnen van Militairen;

b) ...

c) ...

d) ...

e) ...

3° op de in artikel 1 van de genoemde wet bedoelde instellingen van openbaar nut van de categorieën B en C, als ze onder het gezag, de controle of het toezicht van de Staat staan, met uitzondering van :

a) de Koninklijke Muntschouwburg;

b) ...

c) ...

d) ...

e) ...".

.../...

Artikel 2.

1. Dat het bepaalde in het eerste lid toepasselijk is "onverminderd het bepaalde in het tweede lid" spreekt wel vanzelf. Die woorden moeten dan ook vervallen.

Voorts is het bij regelgeving door verwijzing niet gebruikelijk in het bepalend gedeelte de wijzigingen te memoreren welke aangebracht zijn in de tekst waarnaar wordt verwezen.

Deze opmerking geldt mede voor artikel 4, eerste lid.

2. In het eerste lid zou het begrip "gewogen gemiddelde jaarlijkse minimumwedde", in het tweede lid het begrip "continudienst" en in het derde lid, 2°, het begrip "moderniseringscel" gedefinieerd moeten worden.

Die begrippen zijn noodzakelijk voor de correcte toepassing van het ontworpen besluit en de definitie ervan zou in een apart lid van het ontworpen artikel moeten staan.

3. De formulering van het ontworpen artikel is over het geheel gezien niet bepaald voorbeeldig te noemen; het eerste en het tweede lid met name definiëren de wervingsenvelop terwijl het derde en het vierde lid een uitzondering stellen op de regel die neergelegd is in het eerste lid van artikel 2.

Artikel 2 zou dan ook beter opgesplitst worden in twee afzonderlijke artikelen, met de volgende lezing :

"Artikel 2.-

Voor het jaar 1989 is de wervingsenvelop bedoeld in artikel 1, paragraaf 2, van het koninklijk besluit van 16 juli 1982 betreffende de werving in sommige overheidsdiensten, voor het geheel van de besturen van ieder ministerie, voor elke andere dienst van een ministerie, voor elke van een ministerie afhangende wetenschappelijke inrichting alsook voor iedere instelling van openbaar nut gelijk aan de gewogen gemiddelde jaarlijkse minimumwedde vermenigvuldigd met 1,75 van de personeelssterkte.

De in aanmerking te nemen personeelssterkte is die van de statutaire, zowel stagedoende als vastbenoemde ambtenaren die zich op 30 juni 1988 in de stand dienstactiviteit bevonden, met uitzondering van die welke overgeplaatst moeten worden naar de Gemeenschappen en de Gewesten en die welke verbonden zijn aan erkende continudiensten.

Die erkende continudiensten zijn : ... (1)

De gewogen gemiddelde jaarlijkse minimumwedde wordt verkregen door ...".

.../...

---

(1) In de definitie van die diensten zou moeten worden aangegeven eensdeels van welke aard ze zijn en anderdeels dat ze erkend moeten zijn door het M.C.E.S.C.

Artikel 3.

De bevoegde overheid wordt gemachtigd om in 1989 aan te werven bovenop de wervingsenvelop om te voorzien in de vervanging :

1°) van vaste ambtenaren die in 1989 hun ambt hebben neergelegd in de erkende continudiensten;

2°) van de vaste ambtenaren die aangewezen worden om deel uit te maken van de moderniseringscel, tot een beloop van :

- ...

- ...

- ...

- ...

- ...

- ...

De personeelssterkte die in aanmerking moet worden genomen voor het bepalen van het aantal ambtenaren die op grond van artikel 1, 2°, aangeworven kunnen worden, is de totale personeelssterkte in actieve dienst op 30 juni 1988, verminderd met de ambtenaren die overgeplaatst moeten worden naar de Gemeenschappen en de Gewesten.

.../...

De moderniseringscel bedoeld in het eerste lid, 2°, is ... (hier moet dan de definitie volgen).

Artikel 3 (dat artikel 4 wordt).

Het eerste lid van het ontworpen artikel 3 is als volgt geredigeerd :

> "Elke werving van vastbenoemde ambtenaren waartoe in 1989 op grond van artikel 2, eerste lid, wordt besloten, wordt op het bedrag van de wervingsenvelop aangerekend ten belope van de minimumjaarwedde van deze ambtenaren aan de spilindex geldig op 1 januari 1989".

In werkelijkheid staat het statuut van het rijkspersoneel, dat krachtens het koninklijk besluit van 8 januari 1973 mede van toepassing is op een aantal instellingen van openbaar nut, niet toe dat rechtstreeks statutaire ambtenaren in vast verband in dienst worden genomen. Die ambtenaren moeten eerst een stage volbrengen.

In het ontworpen artikel moeten dus mede stagedoende ambtenaren worden bedoeld.

Er mag echter niet uit het oog worden verloren dat het statuut van het rijkspersoneel niet van toepassing is op het personeel van de wetenschappelijke inrichtingen van de Staat en ook niet op het personeel van verschillende instellingen van openbaar nut waarop het ontworpen besluit toepassing moet vinden.

De tekst van het eerste lid moet dan ook derwijze worden ingericht dat gerekend wordt met de verschillende, in dat lid onder ogen genomen situaties.

Rekening houdend met de vorenstaande opmerkingen wordt voor het eerste lid de volgende tekst in overweging gegeven :

"Artikel 4.-

De werving van elke vastbenoemde of stagedoende statutaire ambtenaar waartoe in 1989 besloten wordt op grond van artikel 2 wordt op het bedrag van de wervingsenvelop aangerekend tot een beloop van de minimumjaarwedde die verbonden is aan de betrekking waarin de ambtenaar wordt aangeworven, tegen de op 1 januari 1989 geldende spilindex".

Het tweede lid van hetzelfde artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

"De minimumjaarwedde mag nooit berekend worden op een grondslag die lager ligt dan het gewaarborgd maandloon bedoeld in artikel 2 van het koninklijk besluit nr. 180 van 30 december 1982 houdende bepaalde maatregelen inzake loonmatiging".

Artikel 4 (dat artikel 5 wordt).

Eerste lid.

Met de eerste volzin wordt alleen maar een eis herhaald die gesteld is in artikel 1, § 2, vijfde lid, van het koninklijk besluit nr. 56 van 16 juli 1982. Die werkwijze is af te raden.

.../...

Men schrijve liever :

"Het advies voorgeschreven in artikel 1, § 2, vijfde lid, van het koninklijk besluit nr. 56 van 16 juli 1982 betreffende de werving in sommige overheidsdiensten moet er uitdrukkelijk van doen blijken dat de bepalingen van dit besluit in acht zijn genomen".

Tweede lid.

De Raad van State, afdeling wetgeving, heeft in het advies L. 18.884/2 de mening uitgesproken dat in de mate waarin de in dat lid voorgeschreven beoordeling van de vaste wervingssecretaris een terugslag zou kunnen hebben op de loopbaan van de ambtenaren die kandidaat zijn voor zulk een aanwijzing in de moderniseringscel en voor zover de bepaling van het tweede lid behouden werd, er onderhandeling vereist was als voorgeschreven in artikel 3, 7°, van het koninklijk besluit van 29 augustus 1985 tot aanwijzing van de grondregelingen in de zin van artikel 2, § 1, 1°, van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel.

De Minister van het Openbaar Ambt heeft in zijn brief van 10 februari 1989 als zijn oordeel te kennen gegeven dat in dezen kan worden afgeweken van de verplichte voorafgaande vakbondsonderhandeling. Hij verklaart zich daaromtrent nader als volgt :

.../...

(vertaling)

"Wat betreft de noodzaak van vakbondsonderhandeling als voorgeschreven in artikel 3, 7°, van het koninklijk besluit van 29 augustus 1985 tot aanwijzing van de grondregelingen in de zin van artikel 2, § 1, 1°, van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, moge ik opmerken dat het voorgelegde ontwerp naar mijn gevoelen geen statuut- of weddeschaalrecht schept en dat dus van de bedoelde verplichting kan worden afgeweken.

De door het V.W.S. geselecteerde ambtenaren zullen gewoon geschikt bevonden worden voor het vervullen van een bepaalde opdracht zonder dat daaruit voor hen enig recht of enig voordeel, hoegenaamd ook, zal volgen.

Bovendien laat de opdracht welke hun zal worden opgedragen, zich inpassen in het normale kader van hun werkzaamheden zonder dat ze daarvan losgemaakt worden".

Er zij op gewezen dat de Koning ingevolge artikel 2, § 1, 1°, a), van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel geen op het administratief statuut betrekking hebbende grondregelingen kan vaststellen dan na voorafgaande onderhandeling met de representatieve vakorganisaties.

Artikel 3, 7°, van het koninklijk besluit van 29 augustus 1985 tot aanwijzing van de grondregelingen in de zin van artikel 2, § 1, 1°, van de voornoemde wet van 19 december 1974 bepaalt :

.../...

"Als grondregelingen in verband met het administratief statuut worden beschouwd, de regels tot vaststelling van :

...

7° de regeling inzake beoordeling, waardebepaling of enig ander gelijkwaardig rapport;".

De in die bepaling gebezigde bewoordingen lijken er wel degelijk op te wijzen dat de werkingssfeer ervan ruim dient te worden opgevat. Die uitlegging wordt bevestigd door een passus uit het verslag aan de Koning waarin te lezen staat :

"7. Artikel 3, 7°, betreft de regeling van beoordeling en gelijkaardige regelingen.

De termen "beoordeling, waardebepaling of enig ander gelijkwaardig rapport" zijn voorgesteld door de Raad van State in zijn advies over het ontwerp dat het koninklijk besluit van 28 september 1984 zou worden (zie de artikelen 77 en 87 van dat besluit) : de door het Hoge College voorgestelde formulering was precies uitgewerkt om te beantwoorden aan het ruime toepassingsveld van genoemd besluit".

Uit het vorenstaande mag dan ook worden afgeleid dat het advies dat de vaste wervingssecretaris zal hebben te geven over iedere ambtenaar die volgens het tweede lid van het ontworpen artikel wordt aangewezen voor de moderniseringscel mede onder het ruime begrip van enig rapport over een ambtenaar valt. Dat geldt hier des te meer daar het advies van de vaste wervingssecretaris, te oordelen naar de uitleg van de gemachtigde van de Minister, verstrekt zou worden op grond van een beoordeling uitgebracht door een jury (1).

.../...

---

(1) In de bemoeiing van die jury wordt door de tekst niet voorzien. Mocht de adviesbevoegdheid erdoor beperkt worden, dan zou in die bemoeiing wèl moeten worden voorzien.

Bovendien zal het advies blijven berusten in het dossier van de ambtenaar en vermeld kunnen worden op de persoonlijke fiche ingevolge artikel 2 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het rijkspersoneel, zodat het van invloed zal kunnen zijn op zijn beoordeling.

Voorts zal het als beoordelingselement kunnen dienen voor de directieraad die de kandidaten voor een bevordering uit elkaar zal hebben te houden aan de hand van hun onderscheiden verdiensten en vervolgens voor de tot benoemen bevoegde overheid.

De bovenstaande overwegingen zijn voldoende, zonder dat op de andere door de Minister ontwikkelde argumenten hoeft te worden ingegaan, om de Raad van State te sterken in zijn mening dat vakbondsonderhandeling of althans vakbondsoverleg vereist is over het ontworpen tweede lid, voor het geval dit laatste behouden zou worden.

Los van hetgeen hiervoren is opgemerkt, zijn bij de tekst van het ontworpen tweede lid nog de volgende bedenkingen te maken :

- Het ontworpen artikel werkt met het begrip "numerieke vervanging". Dat is lang geen glashelder begrip. Het zou in een apart lid nader omschreven moeten worden.

- Bovendien zou het tweede lid beter moeten doen uitkomen dat de vervanging van een ambtenaar niet noodzakelijkerwijs moet geschieden ten voordele van de dienst waar die ambtenaar weggaat.

.../...

- Meer in het algemeen gezien, doet het bewuste lid ook niet uitschijnen dat het advies van de vaste wervingssecretaris :

  1° slaat op de bekwaamheid van de ambtenaar die bestemd is om aangewezen te worden voor de moderniseringscel en om buiten de wervingsenvelop te worden vervangen;

  2° moet komen vóór het advies van de inspecteur van financiën, van de afgevaardigde van de Minister van Financiën of van de op voorstel van die Minister aangestelde regeringscommissaris al naar het geval.

Het ontworpen tweede lid zou aan de hand van die opmerkingen moeten worden herzien.

Artikel 5 (dat artikel 6 wordt).

Hier zien de stellers van het ontwerp over het hoofd dat de verschillende instellingen waarop het besluit toepassing zal vinden hun personeel niet via de vaste wervingssecretaris in dienst nemen (1).

Voorts zouden de uitdrukkingen "op straffe van nietigheid" en "vervallen" door passender termen moeten worden vervangen.

.../...

---

(1) De wetenschappelijke inrichtingen van de Staat en, bij voorbeeld, de Belgische Dienst voor Buitenlandse Handel.

Rekening houdend met de bovenstaande opmerkingen wordt voor artikel 6 de volgende tekst in overweging gegeven :

"Artikel 6.-

Wanneer een wervingsaanvraag voor het jaar 1989 gericht moet worden aan de vaste wervingssecretaris is zij slechts ontvankelijk indien zij ingediend is uiterlijk 31 maart 1989 en indien daarbij gevoegd zijn de ingevolge artikel 5, eerste lid, vereiste gunstige adviezen alsook de aanvragen met betrekking tot de aanwervingen die vóór 1 januari 1989 toegestaan waren maar op die datum nog niet waren verwezenlijkt.

De in het eerste lid bedoelde aanvragen zijn niet langer geldig als de werving en de aanwijzing van de ambtenaren er niet op gevolgd zijn vóór 31 december 1990".

Artikel 6 (dat artikel 7 wordt).

Dit artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 7.-

Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1989".

Artikel 7 wordt artikel 8.

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

C.-L. CLOSSET, conseillers d'Etat,
J.-C. GEUS, staatsraden,

Madame : J. GIELISSEN, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.
Le rapport a été présenté par M. P. GILLIAUX, auditeur adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.
Het verslag werd uitgebracht door de H. P. GILLIAUX, adjunct-auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN. J.-J. STRYCKMANS.